



Collectivités et  
Développement Local

Votre correspondant:  
Airy PICHON

**Laxou**

5 rue de la Vologne  
54520 Laxou  
Tél : 03 83 93 34 10  
Fax : 03 83 93 34 00  
Email : [accueil@meurthe-et-moselle.chambagri.fr](mailto:accueil@meurthe-et-moselle.chambagri.fr)

**Antenne de Briey**

33 rue René Dorme  
54150 Briey  
Tél : 03 82 46 17 81  
Fax : 03 82 46 38 83

**Antenne de Lunéville**

6 rue Antoine Lavoisier  
54300 Moncel lès Lunéville  
Tél : 03 83 74 19 59  
Fax : 03 83 73 78 40

**Multipôle Nancy Sud Lorraine**  
**Monsieur le Président, Pierre**  
**Boileau**

**9 Rue Gustave Simon,**  
**54000 Nancy**

Laxou, le 8 mars 2024

**Monsieur le Président,**

Par courrier en date de réception du 12 janvier 2024, vous nous avez transmis pour avis le **projet de révision du SCoT Sud 54.**

Après étude du dossier, votre projet tel que notifié amène les remarques suivantes :

- Tout d'abord, la profession agricole souhaite souligner le travail du SCoT en cohérence avec l'objectif ZAN dans un souci de maîtriser la consommation d'ENAF et l'artificialisation. En effet, nous défendons un développement économique et démographique raisonné, tel que proposé par la Multipôle Nancy Sud Lorraine au sein du SCoT.

- Au sein du DOO, il est émis le souhait d'intégrer les objectifs stratégiques du PAT et faciliter l'implantation d'exploitations dédiées aux filières locales, à proximité des espaces urbanisés. Cependant ces objectifs semblent difficiles à intégrer au sein des documents de planification puisqu'un tel projet demande une approche agronomique permettant de déterminer la compatibilité des terres avec les productions envisagées.

- Le SCoT souhaite travailler à l'élaboration d'un zonage agricole constructible permettant le développement des exploitations agricoles existantes. Concernant ce dernier point, nous nous sommes déjà prononcés en défaveur de la définition d'une zone constructible. La logique inverse serait préférable pour garantir la pérennité des exploitations existantes et l'installation de nouvelles. Par principe, la zone agricole doit rester constructible pour les exploitations agricoles professionnelles avec, à la marge, des zones inconstructibles en raison d'enjeux paysagers ou environnementaux, et non l'inverse.



- Enfin, il est précisé que les zones humides seront protégées de toute construction et travaux et devront être identifiées dans les documents d'urbanisme. Toutefois, l'expérience nous a montré que certaines exploitations agricoles pouvaient se trouver complètement contraintes dans leur potentiel de développement du fait de cette inconstructibilité stricte imposée sur les zones humides. Vous comprendrez donc que la profession agricole ne peut tolérer que certaines exploitations soient ainsi sacrifiées. De ce fait, nous sommes défavorables à la mise en place de cette mesure lorsque celle-ci met en péril le devenir d'une exploitation qui se verrait cernée de zones inconstructibles, sans qu'on lui propose de solution concrète et pertinente pour ses nouveaux bâtiments.

Nous vous prions d'agréer, **Monsieur le Président**, l'expression de nos sincères salutations.

Le Président

Laurent ROUYER